

Le Président expose,

Le plan d'action mis en œuvre dans le prolongement de l'enquête RPS menée en début d'année propose de moduler le RIFSEEP afin de mieux reconnaître l'implication des agents.

Le CST du 5 décembre a été amené à se prononcer sur ce sujet. Il a émis un avis favorable à l'unanimité à l'absence d'évolution de l'IFSE pour les agents qui n'ont pas acquis dans l'année davantage de responsabilité, de technicité, d'expertise, d'expérience ou de qualification requise à l'exercice de leurs fonctions, au regard de la ou des sanctions dont ils ont fait l'objet.

Aussi, il est demandé aux membres du Conseil Syndical de se prononcer sur l'absence d'évolution de l'IFSE pour les agents qui n'ont pas acquis dans l'année davantage de responsabilité, de technicité, d'expertise, d'expérience ou de qualification requise à l'exercice de leurs fonctions, au regard de la ou des sanctions dont ils ont fait l'objet.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-1 et L.5711-1,
Vu le Code Général de la fonction publique,
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 relatif au régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise, et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'Etat,
Vu le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
Vu la délibération 2017-12-079 approuvant la mise en place du RIFSEEP pour la filière technique,
Vu la délibération 2020-06-041 du 24 juin 2020 relative à la révision du régime indemnitaire,
Vu la délibération 2021-02-015 du 11 février relative à la modification du régime indemnitaire,
Vu la délibération 2022-02-014 du 15 février 2022 relative à la mise à jour du RIFSEEP,
Ouïe l'exposé de M. Don-Georges GIANNI, Président,

à l'unanimité :

- Donne acte au rapporteur des explications entendues,
- Approuve l'absence d'évolution de l'IFSE pour les agents qui n'ont pas acquis dans l'année davantage de responsabilité, de technicité, d'expertise, d'expérience ou de qualification requise à l'exercice de leurs fonctions, au regard de la ou des sanctions dont ils ont fait l'objet,
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à prendre toutes dispositions pour ce qui concerne le suivi administratif et financier de la présente délibération dans la limite des crédits budgétaires.

Fait et délibéré à Corte les jours, mois et an que dessus,



Pour extrait certifié conforme,
Le Président,

Don Georges GIANNI

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du SYVADEC et peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Bastia dans un délai de deux mois suivant son affichage en mairie.

02B-200009827-20241212-2024-12-111-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024